



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 69.117/2
du 7 mai 2021

sur

un avant-projet de loi
‘modifiant le Code des sociétés
et des associations et la loi du
16 mars 1803 sur la profession
de notaire et portant des
dispositions diverses suite à la
transposition de la
directive (UE) 2019/1151 du
Parlement européen et du
Conseil du 20 juin 2019
modifiant la
directive (UE) 2017/1132
relative à l'utilisation d'outils et
de procédés numériques dans
le cadre du droit des sociétés’

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 69.117/2
van 7 mei 2021

over

een voorontwerp van wet ‘tot
wijziging van het Wetboek van
vennootschappen en
verenigingen en van de wet
van 16 maart 1803 op het
notarisambt en houdende
diverse bepalingen ingevolge
de omzetting van
Richtlijn (EU) 2019/1151 van
het Europees Parlement en de
Raad van 20 juni 2019 tot
wijziging van
Richtlijn (EU) 2017/1132 met
betrekking tot het gebruik van
digitale instrumenten en
processen in het kader van het
vennootschapsrecht’

Le 26 mars 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et de la Mer du Nord à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'modifiant le Code des sociétés et des associations et la loi du 16 mars 1803 sur la profession de notaire et portant des dispositions diverses suite à la transposition de la directive (UE) 2019/1151 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 relative à l'utilisation d'outils et de procédés numériques dans le cadre du droit des sociétés'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 7 mai 2021. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Pauline LAGASSE, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 7 mai 2021.

*

Op 26 maart 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Justitie en Noordzee verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en van de wet van 16 maart 1803 op het notarisambt en houdende diverse bepalingen ingevolge de omzetting van Richtlijn (EU) 2019/1151 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 tot wijziging van Richtlijn (EU) 2017/1132 met betrekking tot het gebruik van digitale instrumenten en processen in het kader van het vennootschapsrecht'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 7 mei 2021. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Pauline LAGASSE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 7 mei 2021.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

INTITULÉ

1. Dans la version française de l'intitulé, il y a lieu d'indiquer « la loi du 16 mars 1803 contenant organisation du notariat » plutôt que « la loi du 16 mars 1803 sur la fonction de notaire ».

2. L'intitulé reproduit par le texte français de l'avant-projet pour la directive (UE) n° 2019/1151 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 « modifiant la directive (UE) 2017/1132 relative à l'utilisation d'outils de procédés numériques dans le cadre du droit des sociétés », notamment au sein de son propre intitulé et de son article 2, n'est pas exact.

Il convient de le corriger afin de viser la directive (UE) n° 2019/1151 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 'modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne l'utilisation d'outils et de processus numériques en droit des sociétés'.

DISPOSITIF

Article 2

Plutôt que de mentionner la transposition partielle de la directive (UE) n° 2019/1151 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 'modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne l'utilisation d'outils et de processus numériques en droit des sociétés' dans une disposition autonome de l'avant-projet, il serait plus indiqué d'en faire état dans une disposition au sein du Code des sociétés et des associations (ci-après : « le CSA »), d'une part, et de la loi du 16 mars 1803 'contenant organisation du notariat', d'autre part. Ces textes devraient, du reste mentionner plus généralement le fait qu'ils participent à la transposition de la directive (UE) n° 2017/1132 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 'relative à certains aspects du droit des sociétés'.

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

Article 6

1. Le commentaire de l'article 6 précise que les modifications apportées à l'article 2:10, § 1^{er}, du CSA par l'article 6, 1^o, de l'avant-projet constituent une précision technique à la fixation du délai pour le dépôt de l'acte constitutif et de certains actes modificatifs afin de tenir compte de l'exigence d'une reconnaissance de cette forme légale.

Dans un souci de clarté, il conviendrait de préciser quels sont les actes énumérés à l'article 2:10, § 1^{er}, 1^o à 11^o, dont le dépôt sera requis à compter de ladite reconnaissance et quels sont ceux qui sont visés par les termes « dans les autres cas ».

2. En outre, à l'article 2:10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, première phrase, en projet du CSA, la référence aux « mentions reprises au paragraphe 2, 3^o, » ne paraît pas correcte dès lors que cette disposition porte sur « la description précise du but désintéressé qu'elle poursuit et des activités qui constituent son objet ».

Cette référence sera dès lors corrigée.

Article 7

Des observations analogues aux observations n^{os} 1 et 2 formulées sous l'article 6 valent pour l'article 2:11, § 1^{er}, première phrase.

Article 9

1. L'article 2:22/1 en projet du CSA tend à transposer les exigences de l'article 13octies, paragraphe 7, de la directive n° 2019/1151/UE.

Or, le dernier alinéa de cette disposition précise que,

« [L]orsqu'il est impossible d'achever la procédure dans les délais visés au présent paragraphe, les États membres veillent à ce que les raisons du retard soient notifiées au demandeur ».

Le dispositif sera complété afin d'assurer la transposition de cet alinéa.

2. L'article 2:22/1 en projet du CSA fait usage de la notion de jour ouvrable.

Il est de jurisprudence constante qu'à défaut de disposition contraire, l'expression « jour ouvrable » exclut le dimanche et les jours fériés légaux mais que, par contre, le samedi est un jour ouvrable ¹.

¹ Voir par exemple C.E., 20 mai 2010, n° 204.165, *Piret*, et 11 février 2014, n° 226.375, *Libert*.

Si l'intention de l'auteur de l'avant-projet était, pour son application, de ne pas considérer le samedi comme un jour ouvrable, il conviendrait de compléter ce texte par une disposition à insérer à l'article 2:22/1 indiquant que la notion de « jour ouvrable » désigne tous les jours autres que le samedi, le dimanche et les jours fériés légaux.

Article 10

La version française de l'article 2:22/2 en projet du CSA manque de clarté.

Il est préférable, comme dans la version néerlandaise du texte, de préciser que

« la publication dans les Annexes du *Moniteur belge* a lieu dans les délais fixés par l'article 2:22/1 ».

Article 26

1. La loi du 6 juillet 2017 'portant simplification, harmonisation, informatisation et modernisation de dispositions de droit civil et de procédure civile ainsi que du notariat, et portant diverses mesures en matière de justice' ne modifie pas directement l'article 13 de la loi du 16 mars 1803 'contenant organisation du notariat'. L'article 197 de cette loi du 6 juillet 2017 modifie l'article 19 de la loi du 6 mai 2009 'portant des dispositions diverses', qui lui-même modifie l'article 13 de la loi du 16 mars 1803.

Il convient dès lors de remplacer les termes « modifié par la loi du 6 juillet 2017 » par les termes « modifié par l'article 19 de la loi du 6 mai 2009, lui-même modifié par la loi du 6 juillet 2017 ».

2. L'article 13, § 2, alinéa 4, 3°, en projet de la loi du 16 mars 1803 est inutile dès lors qu'il résulte déjà du dispositif des alinéas précédents qu'une partie ne pourra pas demander que son acte soit reçu à distance si elle ne répond pas aux conditions fixées par ces alinéas.

Cette disposition sera dès lors omise.

Article 30

L'article 16 de la loi du 30 avril 2020 'portant des dispositions diverses en matière de justice et de notariat dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19' prévoit que

« [l']article 18^{quinquies} de la loi du 16 mars 1803 contenant organisation du notariat, inséré par l'article 6, est abrogé au jour de l'entrée en vigueur visée à l'article 26, 2°, de la loi du 6 mai 2009 portant des dispositions diverses ».

Le commentaire de ce qui deviendra l'article 16 de la loi du 30 avril 2020 explique cette abrogation comme suit :

« La loi du 6 mai 2009 portant des dispositions diverses prévoit déjà un cadre légal général, non encore entré en vigueur, pour les actes authentiques sous forme dématérialisée au sens large, donc plus large que la procuration seule. Le jour où ces dispositions entreront en vigueur, elles remplaceront le régime spécifique repris au nouvel article 18^{quinquies}. Pour cette raison, il est prévu que l'article 18^{quinquies} serait abrogé à la même date ».

Le commentaire de l'article 30 de l'avant-projet se limite pour sa part à justifier l'abrogation de l'article 16 de la loi du 30 avril 2020 comme suit :

« L'article 16 de la loi du 30 avril 2020 portant des dispositions diverses en matière de justice et de notariat dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19, est supprimé, dès lors que le règlement de l'article 18^{quinquies} de la loi du 16 mars 1803 contenant organisation du notariat doit rester en vigueur aussi après l'entrée en vigueur future de l'article 19 de la loi du 6 mai 2009 portant des dispositions diverses ».

Selon les explications fournies par le délégué du Ministre, l'auteur de l'avant-projet réalise aujourd'hui que la mise en place de la dématérialisation des actes authentiques se fera de manière morcelée et que le régime instauré par l'article 18^{quinquies} de la loi du 16 mars 1803 servira vraisemblablement de modèle ou de base pour chaque nouvelle dématérialisation autorisée.

Cette explication gagnerait à figurer dans le commentaire de l'article.

Article 31

Il y a lieu de mentionner la modification de l'article 19 de la loi du 16 mars 1803 'contenant organisation du notariat' par la loi du 6 juillet 2017.

Article 32

L'article 32 sera rédigé comme suit :

« À l'article 18, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 16 mars 1803 contenant organisation du notariat, inséré par l'article 20, 3^o, de la loi du 6 mai 2009, lui-même inséré par la loi du 6 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots 'conformément à l'article 13, alinéa 2' sont remplacés par les mots 'conformément à l'article 13, § 1^{er}, alinéa 2' ;

2° la deuxième phrase est abrogée ».

Article 33

1. Lorsque l'alinéa 1^{er} de l'article 33 règle, selon ses termes mêmes, l'entrée en vigueur de l'obligation résultant de dispositions du CSA insérées par l'avant-projet, il ne peut être qualifié de disposition transitoire, contrairement à ce qu'indique l'intitulé du chapitre 2 du titre 4 de l'avant-projet, dans lequel l'article 33 est logé.

L'alinéa 2 ne peut davantage recevoir cette qualification dès lors qu'il règle en réalité une dérogation à l'article 2:7, § 2, alinéa 2, du CSA, inséré par l'article 3 de l'avant-projet, pour la situation qu'il vise. Cette disposition aurait un caractère transitoire s'il réglait les effets d'une situation née sous l'empire du droit actuellement en vigueur, ce qui n'est pas concevable puisque, par nature, il est impossible qu'une société puisse, avant l'entrée en vigueur de l'article 3 de l'avant-projet, déposer et conserver des délégations statutaires du pouvoir de représentation « conformément à l'article 2:7, § 2, alinéa 2, du [CSA] ».

2. Il y a lieu d'observer plus fondamentalement ce qui suit.

L'article 33, alinéa 2, prévoit que,

« [p]our les personnes morales dont les délégations statutaires du pouvoir de représentation existantes ne sont pas encore déposées et conservées conformément à l'article 2:7, § 2, alinéa 2, du même Code au jour de l'entrée en vigueur de cette obligation, ce dépôt aura lieu ensemble avec le premier dépôt d'une nouvelle version coordonnée des statuts qui suit ».

Or, les modifications apportées à l'article 2:7, § 2, alinéa 2, du CSA par l'article 3 de l'avant-projet ont pour objet d'assurer la transposition du nouvel article 19, paragraphe 2, g), de la directive n° 2017/1132, tel qu'il est modifié par l'article 1^{er}, paragraphe 10, de la directive n° 2019/1151.

Cette disposition est rédigée comme suit :

« 2. Les États membres veillent au moins à ce que les actes et informations suivants soient disponibles gratuitement au moyen du système d'interconnexion des registres :

[...]

g) l'identité de toute personne, qui, en tant qu'organe ou membre d'un tel organe, est actuellement autorisée par la société à engager la société à l'égard des tiers et à la représenter en justice, et des informations quant à savoir si les personnes autorisées à représenter la société peuvent agir seules ou doivent agir conjointement ;

[...] ».

Le considérant n° 30 de la directive n° 2019/1151 commente cette disposition comme suit :

« Dans un souci de transparence et de protection des intérêts des travailleurs, des créanciers et des actionnaires minoritaires, ainsi que pour favoriser la confiance dans les transactions commerciales, y compris celles qui ont un caractère transfrontière au sein du marché intérieur, il importe que les investisseurs, les parties intéressées, les partenaires

commerciaux et les autorités puissent facilement accéder aux informations sur les sociétés. Pour améliorer l'accessibilité de ces informations, davantage d'informations devraient être disponibles gratuitement dans tous les États membres. Ces informations devraient comprendre le statut d'une société et des informations sur ses succursales dans d'autres États membres, ainsi que des informations concernant les personnes qui, soit en tant qu'organe soit en tant que membres d'un tel organe, sont autorisées à représenter la société. En outre, le coût de l'obtention d'une copie de tout ou partie des actes et informations déposés par la société, que ce soit sur support papier ou par voie électronique, ne devrait pas être supérieur au coût administratif y relatif, y compris les coûts d'élaboration et de maintenance des registres, à condition que le coût ne soit pas disproportionné par rapport aux informations recherchées ».

L'obligation imposée aux États membres par l'article 19, paragraphe 2, g), de la directive n° 2017/1132 tend donc à améliorer l'accessibilité de certaines informations en faveur des investisseurs, des parties intéressées, des partenaires commerciaux et des autorités.

Le seul fait que l'État membre ait mis en place un système de base de données permettant le stockage sous forme de métadonnées des délégations statutaires du pouvoir de représenter une personne morale à l'égard de tiers ne suffit pas à répondre aux obligations imposées par l'article 19, paragraphe 2, g), de la directive n° 2017/1132. Il faut encore que ce système de base de données contienne effectivement, à la date limite de transposition, lesdites métadonnées.

L'article 2, paragraphe 1, de la directive n° 2019/1151 impose aux États membres de transposer l'article 19, paragraphe 2, g), de la directive n° 2017/1132 pour le 1^{er} août 2021. L'article 2, paragraphe 3, de la directive n° 2019/1151 autorise cependant une prolongation du délai de transposition en ces termes :

« Par dérogation au paragraphe 1, les États membres qui rencontrent des difficultés particulières dans la transposition de la présente directive peuvent prétendre à une prolongation d'un an au maximum du délai prévu au paragraphe 1. Ils fournissent des raisons objectives justifiant l'obtention d'une telle prolongation. Les États membres notifient à la Commission leur intention de bénéficier d'une telle prolongation au plus tard le 1^{er} février 2021 ».

Par conséquent, l'article 33, alinéa 2, de l'avant-projet, en ce qu'il autorise les sociétés anonymes et les sociétés de personnes à responsabilité limitée (personnes morales visées par l'article 19, paragraphe 2, de la directive n° 2019/1151) dont les délégations statutaires du pouvoir de représentation existantes ne sont pas encore déposées et conservées conformément à l'article 2:7, § 2, alinéa 2, du CSA au jour de l'entrée en vigueur de cette obligation, à effectuer un tel dépôt postérieurement au 1^{er} août 2021 – ou au 1^{er} août 2022 moyennant l'activation de l'article 2, paragraphe 3, de la directive n° 2019/1151 – ne permet pas une correcte transposition de la directive.

3. Le dispositif sera revu à la lumière des deux observations qui précèdent.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

OPSCHRIFT

1. In het Franse opschrift schrijve men “la loi du 16 mars 1803 contenant organisation du notariat” in plaats van “la loi du 16 mars 1803 sur la fonction de notaire”.

2. Het opschrift dat in de Franse tekst van het voorontwerp weergegeven wordt voor richtlijn (EU) 2019/1151 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 “modifiant la directive (UE) 2017/1132 relative à l’utilisation d’outils de procédés numériques dans le cadre du droit des sociétés”, inzonderheid in het opschrift zelf en in artikel 2 ervan, is niet correct.

Het dient verbeterd te worden zodat het verwijst naar richtlijn (EU) 2019/1151 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 ‘modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne l’utilisation d’outils et de processus numériques en droit des sociétés’.

DISPOSITIEF

Artikel 2

In plaats van in een autonome bepaling van het voorontwerp te vermelden dat het strekt tot gedeeltelijke omzetting van richtlijn (EU) 2019/1151 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 ‘tot wijziging van Richtlijn (EU) 2017/1132 met betrekking tot het gebruik van digitale instrumenten en processen in het kader van het vennootschapsrecht’, verdient het aanbeveling gewag te maken van die gedeeltelijke omzetting in een bepaling van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen (hierna: “het WVV”), enerzijds, en in de wet van 16 maart 1803 ‘op het notarisambt’, anderzijds. Voorts zou meer algemeen in die teksten vermeld moeten worden dat daarbij ook richtlijn (EU) 2017/1132 van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2017 ‘aangaande bepaalde aspecten van het vennootschapsrecht’ omgezet wordt.

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

Artikel 6

1. In de toelichting bij artikel 6 staat dat de wijzigingen die bij artikel 6, 1°, van het voorontwerp aangebracht worden in artikel 2:10, § 1, van het WVV een technische verduidelijking vormen voor de bepaling van de termijn voor de neerlegging van de oprichtingsakte en bepaalde wijzigingsakten om rekening te houden met de vereiste voor deze rechtsvorm om een erkenning te bekomen.

Ter wille van de duidelijkheid zou gespecificeerd moeten worden welke de in artikel 2:10, § 1, 1° tot 11°, opgesomde handelingen zijn die neergelegd zullen moeten worden vanaf de erkenning in kwestie en welke handelingen beoogd worden met de woorden “in de andere gevallen”.

2. Bovendien lijkt de verwijzing in het ontworpen artikel 2:10, § 1, eerste lid, eerste zin, van het WVV, naar “de gegevens vermeld in paragraaf 2, 3°,” niet correct aangezien die bepaling betrekking heeft op “de precieze omschrijving van het belangeloos doel dat zij nastreeft en van de activiteiten die zij tot voorwerp heeft”.

Die verwijzing moet dus gecorrigeerd worden.

Artikel 7

De opmerkingen 1 en 2 met betrekking tot artikel 6, gelden ook voor artikel 2:11, § 1, eerste zin.

Artikel 9

1. Het ontworpen artikel 2:22/1 van het WVV strekt tot omzetting van de vereisten van artikel 13octies, lid 7, van richtlijn 2019/1151/EU.

De laatste alinea van die bepaling luidt evenwel:

“Als de procedure niet binnen de in dit lid vastgestelde termijn kan worden afgerond, zorgen de lidstaten ervoor dat de aanvrager in kennis wordt gesteld van de redenen voor de vertraging.”

Het dispositief moet aldus aangevuld worden dat deze alinea daarbij wordt omgezet.

2. In het ontworpen artikel 2:22/1 van het WVV wordt gebruik gemaakt van het begrip werkdag.

Volgens een vaste rechtspraak dekt de uitdrukking “werkdagen” behoudens andersluidende bepaling niet de zondagen en de wettelijke feestdagen, maar zijn zaterdagen daarentegen wel werkdagen.¹

Mocht het de bedoeling van de steller van het voorontwerp zijn om voor de toepassing ervan de zaterdagen niet als werkdagen te beschouwen, dan zou deze tekst aangevuld moeten worden met een in artikel 2.22/1 in te voegen bepaling waarin vermeld wordt dat met het begrip “werkdagen” verwezen wordt naar alle dagen die geen zaterdag, zondag of wettelijke feestdag zijn.

Artikel 10

De Franse tekst van het ontworpen artikel 2:22/2 van het WVV is onduidelijk.

Het verdient voorkeur om, naar het voorbeeld van de Nederlandse tekst, te bepalen dat

“la publication dans les Annexes du *Moniteur belge* a lieu dans les délais fixés par l'article 2:22/1”.

Artikel 26

1. Bij de wet van 6 juli 2017 ‘houdende vereenvoudiging, harmonisering, informatisering en modernisering van bepalingen van burgerlijke (lees: burgerlijk) recht en van burgerlijk procesrecht alsook van het notariaat, en houdende diverse bepalingen inzake justitie’ wordt artikel 13 van de wet van 16 maart 1803 ‘op het notarisambt’ niet rechtstreeks gewijzigd. Bij artikel 197 van die wet van 6 juli 2017 wordt artikel 19 van de wet van 6 mei 2009 ‘houdende diverse bepalingen’ gewijzigd, bij welk artikel dan weer artikel 13 van de wet van 16 maart 1803 gewijzigd wordt.

Bijgevolg dienen de woorden “gewijzigd bij de wet van 6 juli 2017” vervangen te worden door de woorden “gewijzigd bij artikel 19 van de wet van 6 mei 2009, zelf gewijzigd bij de wet van 6 juli 2017”.

2. Het ontworpen artikel 13, § 2, vierde lid, 3°, van de wet van 16 maart 1803 is nutteloos aangezien reeds uit het dispositief van de voorgaande leden blijkt dat een partij niet kan verzoeken dat haar handeling op afstand verleden wordt als die partij niet beantwoordt aan de in die leden vastgestelde voorwaarden.

Die bepaling moet bijgevolg weggelaten worden.

¹ Zie bijvoorbeeld RvS, 20 mei 2010, nr. 204.165, *Piret*, en 11 februari 2014, nr. 226.375, *Libert*.

Artikel 30

Artikel 16 van de wet van 30 april 2020 ‘houdende diverse bepalingen inzake justitie en het notariaat in het kader van de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19’ bepaalt:

“Artikel 18^{quinquies} van de wet van 16 maart 1803 tot regeling van het notarisambt, ingevoegd bij artikel 6, wordt opgeheven op de dag van inwerkingtreding bedoeld in artikel 26, 2°, van de wet van 6 mei 2009 houdende diverse bepalingen.”

In de toelichting bij wat artikel 16 van de wet van 30 april 2020 zal worden, wordt die opheffing uitgelegd als volgt:

“De wet van 6 mei 2009 houdende diverse bepalingen voorziet reeds in een nog niet in werking getreden algemeen wettelijk kader voor de authentieke akten in gedematerialiseerde vorm in brede zin, dus ruimer dan de volmacht alleen. De dag waarop deze bepalingen in werking treden, zullen zij de specifieke regeling vervat in het nieuw artikel 18^{quinquies} vervangen. Daarom wordt voorzien dat op diezelfde datum artikel 18^{quinquies} terug wordt opgeheven.”

In de toelichting bij artikel 30 van het voorontwerp wordt de opheffing van artikel 16 van de wet van 30 april 2020 dan weer louter verantwoord als volgt:

“Artikel 16 van de wet van 30 april 2020 houdende diverse bepalingen inzake justitie en het notariaat in het kader van de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19, wordt opgeheven, nu de regeling van artikel 18^{quinquies} van de wet van 16 maart 1803 op het notarisambt van kracht moet blijven ook wanneer artikel 19 van de wet van 6 mei 2009 houdende diverse bepalingen in de toekomst in werking treedt.”

Volgens de uitleg gegeven door de gemachtigde van de minister is de steller van het voorontwerp er zich thans van bewust dat de dematerialisatie van de authentieke aktes op gespreide wijze zal geschieden en dat de bij artikel 18^{quinquies} van de wet van 16 maart 1803 ingestelde regeling waarschijnlijk zal dienen als model of basis voor elke nieuwe toegestane dematerialisatie.

Het verdient aanbeveling die uitleg op te nemen in de toelichting bij het artikel.

Artikel 31

Er dient vermeld te worden dat artikel 19 van de wet van 16 maart 1803 ‘op het notarisambt’ gewijzigd is bij de wet van 6 juli 2017.

Artikel 32

Artikel 32 moet gesteld worden als volgt:

“In artikel 18, § 1, tweede lid, van de wet van 16 maart 1803 op het notarisambt, ingevoegd bij artikel 20, 3°, van de wet van 6 mei 2009, zelf ingevoegd bij de wet van 6 juli 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden ‘overeenkomstig artikel 13, tweede lid’ worden vervangen door de woorden ‘overeenkomstig artikel 13, § 1, tweede lid’;

2° de tweede zin wordt opgeheven”.

Artikel 33

1. Wanneer bij het eerste lid van artikel 33, luidens dat lid zelf, de inwerkingtreding geregeld wordt van de verplichting die voortvloeit uit de bepalingen van het WVV die ingevoegd worden bij het voorontwerp, kan dat lid niet beschouwd worden als een overgangsregeling, in tegenstelling tot wat aangegeven wordt in het opschrift van hoofdstuk 2 van titel 4 van het voorontwerp, waarin artikel 33 vervat is.

Het tweede lid kan evenmin die kwalificatie krijgen aangezien daarbij in werkelijkheid een afwijking geregeld wordt op artikel 2:7, § 2, tweede lid, van het WVV, ingevoegd bij artikel 3 van het voorontwerp, wat de daarin beoogde situatie betreft. Die bepaling zou een overgangsbepaling zijn als daarbij de gevolgen geregeld zouden worden van een situatie ontstaan onder het vigerend recht, wat ondenkbaar is aangezien het, uiteraard, onmogelijk is dat een vennootschap, vóór de inwerkingtreding van artikel 3 van het voorontwerp, statutaire delegaties van de vertegenwoordigingsbevoegdheid kan neerleggen en bewaren “overeenkomstig artikel 2:7, § 2, tweede lid, van [het WVV]”.

2. Meer fundamenteel dient de aandacht gevestigd te worden op het volgende.

Artikel 33, tweede lid, bepaalt:

“Voor de rechtspersonen waarvan de bestaande statutaire delegaties van de [vertegenwoordigingsbevoegdheid] nog niet zijn neergelegd en bewaard overeenkomstig artikel 2:7, § 2, tweede lid, van hetzelfde Wetboek op de datum van inwerkingtreding van deze verplichting, zal deze neerlegging geschieden gelijktijdig met de eerstvolgende neerlegging van een nieuwe gecoördineerde versie van de statuten.”

De wijzigingen die bij artikel 3 van het voorontwerp aangebracht zijn in artikel 2:7, § 2, tweede lid, van het WVV strekken tot omzetting van het nieuwe artikel 19, lid 2, g), van richtlijn 2017/1132, zoals gewijzigd bij artikel 1, lid 10, van richtlijn 2019/1151.

Die bepaling luidt:

“2. De lidstaten dragen er zorg voor dat ten minste de volgende informatie en documenten kosteloos beschikbaar zijn via het systeem van gekoppelde registers:

(...)

g) de personalia van personen die, ofwel als instantie ofwel als lid van een dergelijke instantie, momenteel door de vennootschap gemachtigd zijn om haar ten opzichte van derden en in rechte te vertegenwoordigen, en informatie over de vraag of de personen die gemachtigd zijn om de vennootschap te vertegenwoordigen, dit alleen kunnen doen of gezamenlijk moeten optreden;

(...)"

In overweging 30 van richtlijn 2019/1151 wordt die bepaling toegelicht als volgt:

"In het belang van de transparantie en de bescherming van de belangen van werknemers, schuldeisers en minderheidsaandeelhouders, en om het vertrouwen in zakelijke transacties te bevorderen, met inbegrip van grensoverschrijdende transacties binnen de eengemaakte markt, moeten investeerders, belanghebbenden, zakenpartners en instanties gemakkelijk toegang hebben tot vennootschapsinformatie. Om de toegankelijkheid van die informatie te verbeteren, moet meer informatie kosteloos beschikbaar zijn in alle lidstaten. Dergelijke informatie zou betrekking hebben op de toestand van een vennootschap en informatie over haar bijkantoren in andere lidstaten, evenals informatie over de personen die als instantie dan wel als leden van een dergelijke instantie gemachtigd zijn om de vennootschap te vertegenwoordigen. Voorts mogen de kosten voor de verkrijging van een kopie van alle of een gedeelte van de door de vennootschap op papier dan wel langs elektronische weg openbaar gemaakte documenten of informatie niet meer bedragen dan de administratiekosten daarvan, waaronder de kosten voor het ontwikkelen en beheren van registers, op voorwaarde dat de prijs in verhouding staat tot de opgevraagde informatie."

De bij artikel 19, lid 2, g), van richtlijn 2017/1132 aan de lidstaten opgelegde verplichting strekt er dus toe de toegankelijkheid van bepaalde informatie te verbeteren ten voordele van investeerders, belanghebbenden, zakenpartners en instanties.

Het loutere feit dat een lidstaat een gegevensbanksysteem ingesteld heeft voor de opslag in de vorm van metagegevens van de statutaire delegaties van de bevoegdheid om een rechtspersoon te vertegenwoordigen ten aanzien van derden, volstaat niet om te beantwoorden aan de verplichtingen opgelegd bij artikel 19, lid 2, g), van richtlijn 2017/1132. Dat gegevensbanksysteem moet dan ook nog, op de uiterste omzettingsdatum, daadwerkelijk de metagegevens in kwestie bevatten.

Bij artikel 2, lid 1, van richtlijn 2019/1151 worden de lidstaten verplicht artikel 19, lid 2, g), van richtlijn 2017/1132 om te zetten vóór 1 augustus 2021. Bij artikel 2, lid 3, van richtlijn 2019/1151 wordt evenwel een verlenging van de termijn toegestaan in de volgende bewoordingen:

"In afwijking van lid 1 komen de lidstaten die bijzondere moeilijkheden ondervinden bij het omzetten van deze richtlijn in aanmerking voor een verlenging van maximaal één jaar van de in lid 1 bepaalde termijn. Zij geven objectieve redenen voor de noodzaak van een dergelijke verlenging. De lidstaten stellen de Commissie uiterlijk op 1 februari 2021 in kennis van hun voornemen om van een dergelijke verlenging gebruik te maken."

Bijgevolg maakt artikel 33, tweede lid, van het voorontwerp een correcte omzetting van de richtlijn niet mogelijk in zoverre de naamloze vennootschappen en de personenvennootschappen met beperkte aansprakelijkheid (rechtspersonen zoals bedoeld in artikel 19, lid 2, van richtlijn 2019/1151) waarvan de bestaande statutaire delegaties van de vertegenwoordigingsbevoegdheid op de dag van de inwerkingtreding van die verplichting nog niet neergelegd en bewaard zijn overeenkomstig artikel 2:7, § 2, tweede lid, van het WVV, daarbij gemachtigd worden een dergelijke neerlegging uit te voeren ná 1 augustus 2021 – of op 1 augustus 2022 middels de activering van artikel 2, lid 3, van richtlijn 2019/1151.

3. Het dispositief moet herzien worden in het licht van de twee voorgaande opmerkingen.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT